

Denis Masseglia

"C'est un véritable hold-up !" : le mouvement sportif accuse le gouvernement de piocher dans ses crédits pour résorber le déficit.



Denis Masseglia

Alors qu'un congrès extraordinaire du Comité National Olympique et Sportif Français s'est tenu mercredi 29 août sur les moyens du sport en France, le président du CNOSF Denis Masseglia dénonce sur Franceinfo la baisse des crédits accordés par l'État.

Le mouvement sportif estime avoir perdu, entre 2017 et 2018, 60 millions d'euros sur le budget dédié aux actions directes en faveur de la pra-

tique sportive, passant de 310 millions à 250 millions. A cette perte s'ajoute la disparition progressive des emplois aidés.

Le mouvement sportif "déboussolé"

Denis Masseglia juge par ailleurs "un peu scandaleux" le fait que le gouvernement prélève "la moitié" de la taxe Buffet, soit 25 millions d'euros, pour résorber le déficit public, alors qu'elle est censée intégralement financer le sport amateur. Cette taxe est prélevée à hauteur de 5% sur les droits de retransmissions des rendez-vous sportifs.

"C'est un peu scandaleux que

le gouvernement ait osé prélever une partie de la taxe Buffet alors que ce n'est pas de l'argent public : c'est de l'argent des détenteurs de droits télévisuels pour une solidarité avec le monde amateur", s'emporte Denis Masseglia.

C'est un véritable hold-up, jamais un gouvernement n'avait osé faire ça auparavant, celui-là a osé déclare Denis Masseglia à franceinfo. Le patron du CNOSF parle d'une "déviance de l'objet initial", et c'est pour cela, selon lui, que "le mouvement sportif est aujourd'hui déboussolé, il ne comprend pas."

Pétition nationale pour accroître les moyens du sport français (CNOSF)

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) va lancer une pétition au niveau national pour que les moyens budgétaires du sport soient "à la hauteur des ambitions qu'on lui prête", après une année marquée par des réductions, a annoncé mercredi son président Denis Masseglia.



Lors d'un congrès extraordinaire qui réunissait, à huis clos, toutes les fédérations -- une centaine -- et les structures locales du CNOSF, "nous avons décidé unanimement de lancer une pétition nationale (...) qui demandera que le sport français dispose des moyens à la hauteur des ambitions qu'on lui prête et qu'il se fixe", a expliqué M. Masseglia, donnant rendez-vous au 4 septembre pour en dévoiler le texte.

Il a rappelé qu'après l'attribution à Paris des Jeux Olym-

piques de 2024, en septembre dernier, les clubs amateurs avaient subi une "diminution drastique des emplois aidés" et une baisse des subventions versées par le Centre national pour le développement du sport (CNDS), le bras financier du Ministère des Sports. Le budget du Ministère des Sports avait été annoncé en baisse de 7%, à 481 millions d'euros, avant une rallonge de 27 millions d'euros votée au Parlement.

Depuis, "le mécontentement et le désarroi de la base n'est absolument pas retombé", a assuré Denis Masseglia lors d'un point-presse après le congrès.

"C'est l'intérêt de Paris-2024 que d'avoir une équipe de France olympique et paralympique performante", et "puis c'est important aussi qu'il y ait un héritage sociétal

qui repose beaucoup sur la capacités des clubs à organiser les pratiques", a-t-il ajouté.

Sa principale revendication: que les taxes affectées au sport, prélevées sur la Française des Jeux, sur les paris sportifs en ligne et sur les droits télé, soient intégralement versées aux crédits du sport, alors qu'une partie retourne aujourd'hui dans le budget général de l'Etat. Il a rappelé qu'une dizaine de députés de la majorité avaient fait le même voeu dans un tribune au JDD en juillet.

Source : AFP